

Centre Hospitalier Le Vinatier
Direction des Achats et de l'Ingénierie
95 Boulevard Pinel
69678 Bron Cedex

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**REALISATION D'UN BATIMENT DEDIE AUX ACTIVITES DE
PEDOPSYCHIATRIE (PLATFORME NORD PSYCHIATRIE
ENFANTS ET ADOLESCENTS) A RILLIEUX-LA-PAPE**

LOT N°01 : CONTROLE TECHNIQUE

Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

ACHETEUR	Centre Hospitalier Le Vinatier
REPRESENTANT DE L'ACHETEUR	M. Pascal MARIOTTI, Directeur Général du Centre Hospitalier Le Vinatier

SOMMAIRE

1 -	OBJET – CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE	1
1.1 -	Généralités	1
1.2 -	Nature de l'opération – Présentation du contexte – Les objectifs de l'opération	1
1.3 -	Planning de l'opération	2
2 -	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE	2
2.1	Missions de base :	2
2.2	Missions complémentaires :	2
2.3	Référentiels de la mission	2
2.4	Champ d'intervention du contrôleur technique	3
2.5	Conditions d'exécution de la mission	4
	Principe d'intervention	4
	Diffusion des informations	4
	Forme des livrables	5
3 -	MODALITES D'INTERVENTION DU CONTROLEUR TECHNIQUE	5
3.1	Généralités	5
3.2	Coopération avec les intervenants de l'acte de construire	5
	Généralités	5
	Coopération avec le Maître de l'ouvrage et l'AMO	6
	Coopération avec le groupement CCAEM	6
	Coopération avec le Coordonnateur Sécurité Santé	7
4 -	SPECIFICITES DES MISSIONS CONFIEES AU CONTROLEUR TECHNIQUE	7
4.1	Préambule	7
4.2	Mission normalisées de base	7
	Mission « L » portant sur la solidité des ouvrages et éléments équipements indissociables	7
	Mission « S » portant sur la sécurité des personnes dans les constructions	7
4.3	Missions complémentaires normalisées	8
	Mission P1 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés	8
	Mission F relative au fonctionnement des installations	8
	Mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie	8
	Mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées	9
	Mission GTB relative à la gestion technique du bâtiment	9
	Mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme	9
	Mission HYS relative à l'hygiène et à la santé dans les constructions	9
	Mission PHa relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation	9
	Mission PV relative au récolement et à l'examen des procès-verbaux des essais effectués sur les installations techniques 10	
	Mission SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH	10
4.4	Mission complémentaire non normalisée	10
	Complément à la mission « L » portant sur la solidité des ouvrages et éléments équipements indissociables	10
5 -	PRECISIONS CONCERNANT LES MISSIONS	10
5.1	Préambule	10
5.2	Décomposition en parties techniques (ou phases)	10
5.3	Phase de participation au choix du groupement CCAEM (dialogue compétitif)	11

5.3.1	Généralités	11
5.3.2	Assistance durant le dialogue compétitif	11
5.4	Spécificités pour la phase de conception des ouvrages	11
	Examen des documents produits et rapports du contrôleur technique	11
	Rendus du contrôleur technique	11
	Contenu des rendus du contrôleur technique	11
	Participation à des réunions d'études techniques et de maîtrise d'ouvrage	12
5.5	Spécificités pour la phase de réalisation des ouvrages	13
	Participation aux réunions de chantier	13
	Participation à des réunions périodiques de maîtrise d'ouvrage et du groupement CCAEM	13
	Réalisation de visites sur site	13
	Examen des documents d'exécution et avis du contrôleur technique	15
	Rendus du contrôleur technique	15
	Contenu des rendus du contrôleur technique	15
5.6	Spécificités pour la phase de réception des ouvrages	16
	Assistance aux opérations préalables à la réception des ouvrages	16
	Assistance pour les visites de commissions de sécurité et participation aux visites	16
	Assistance pour les visites de commission d'accessibilité handicapés et participation aux visites	16
	Réalisation du RVRAT	16
	Réalisation d'un Rapport Final de Contrôle Technique	16
	Fourniture d'une liste des vérifications périodiques réglementaires	17
5.7	Spécificités pour la phase de garantie de parfait achèvement	17
	Suivi des levées de réserves	17
	Intervention pendant la période Garantie de Parfait Achèvement	18
	Réalisation d'un rapport de fin de mission	18

1 - OBJET – CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE

1.1 - Généralités

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une **mission de Contrôle Technique (CT)** dans le cadre de la construction de la plateforme Nord PEA sur le terrain des anciens établissements « Lejaby » à Rillieux-la-Pape pour le Centre Hospitalier Le Vinatier.

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) définit le contenu de la mission de contrôle technique de la construction prévue par l'article L111-23 du Code de la Construction et de l'Habitation, ainsi que le contenu des missions complémentaires.

La mission est réservée aux contrôleurs techniques bénéficiant des agréments ministériels prévus par les articles R111-29, R122-16 et R123-43 du code de la construction et de l'habitation.

1.2 - Nature de l'opération – Présentation du contexte – Les objectifs de l'opération

Les principaux objectifs du projet sont décrits **dans le programme technique détaillé**.

La construction de ce **nouveau bâtiment sur la commune de Rillieux-la-Pape** est un projet visant à héberger les soins de Psychiatrie publique ambulatoire proposés par le Centre Hospitalier Le Vinatier (69-Bron) pour la population de 0 à 18 ans.

Les grands ensembles fonctionnels structurant le programme sont les suivants :

- Un pôle d'accueil commun, pour tous les publics (secrétariat, attente, bureaux),
- Un ensemble de locaux dédiés aux consultations et prises en charge spécifiques, mutualisés pour l'ensemble des départements,
- Le centre de Périnatalité,
- Des salles de groupe et différents ateliers d'activités, mutualisés pour l'ensemble des départements,
- Des locaux dédiés aux fonctions support transversales : poste infirmier, bureaux de travail en back-office, locaux sociaux (pause, repas, vestiaires) et utilités diverses.

Compte-tenu des besoins dimensionnels et de la contenance du terrain dédié à l'opération, l'organisation verticale des différents secteurs fonctionnels a été anticipée sur la base d'une **construction sur 3 niveaux (RdC + 2 étages) + un vide-sanitaire**, de façon à offrir un cadre d'accueil des jeunes et de travail des professionnels le plus efficient.

De façon générale, l'aménagement des espaces extérieurs et l'implantation du bâtiment devront en permettre une desserte aisée et sécurisée, pour les véhicules comme pour les piétons, pour lesquels les règles d'accessibilité généralisée prévaudront en tout point du site, et pas seulement aux abords proches du bâtiment.

Les flux de véhicules seront à limités sur la parcelle, dans un secteur sécurisé ne permettant pas l'accès aux jeunes, libres d'aller et venir dans les espaces d'agrément entourant la construction.

L'ensemble du site réservé à la construction et au parc environnant sera clos à sa périphérie. Un portail permettra d'en sécuriser l'accès en dehors des heures d'ouverture.

Il s'agit d'un équipement **ERP de type U, sans locaux à sommeil** (équipement sanitaire regroupant différentes structures ambulatoires de psychiatrie infanto-juvénile).

Lieu d'exécution des prestations :

Terrain des anciens établissements « LEJABY » (avenue de l'Hippodrome / rue Gabriel Ladevèze / avenue du Loup Pendu)

69286 RILLIEUX-LA-PAPE

Ce terrain est en cours d'acquisition par le maître d'ouvrage.

Enveloppe prévisionnelle :

L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux s'élève à environ **4 600 000 € HT** (valeur septembre 2024).

Surfaces développées :

Le projet représente **1 350 m² de surface utile et de 1 850 m² de surface dans œuvre**.

Phasage – Décomposition en tranches :

Sans objet

Procédure et marché travaux :

Un **marché global de sectoriel comprenant la Conception, la Construction, l'Aménagement, l'Entretien et la Maintenance (CCAEM)** sera passé en application de l'article L2171-5 du Code de la Commande Publique.

Le choix de l'opérateur économique se fera via **un dialogue compétitif avec 3 candidats en 2 phases de dialogue (offre initiale sur 2 cycles de réunions) puis une offre finale sur la base d'un APS.**

Le marché comprendra :

- La conception des ouvrages ;
- La réalisation des travaux ;
- Une partie de l'exploitation et de la maintenance des ouvrages.

1.3 - Planning de l'opération

Le cadre général de l'opération se déroule selon le détail suivant :

- Sélection des 3 groupements CCAEM admis à présenter une offre : mi-mars 2025
- Production des offres par les 3 groupements : de mi-février à mi-juin 2025
- Déroulement du dialogue compétitif : de mi-juin à début 2026
- Notification du marché de CCAEM : fin janvier 2026
- Phase conception : de fin janvier à fin septembre 2026

Déroulement des travaux :

- Phase travaux (15.5 mois y compris période de préparation de 2 mois) : de début novembre 2026 à mars 2028.
- Réception des travaux : mars 2028
- GPA : de mars 2028 à mars 2029

2 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE

Les missions confiées au contrôleur technique comprennent :

2.1 Missions de base :

- la mission L portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
- la mission S portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions ;

2.2 Missions complémentaires :

- la mission P1 portant sur les éléments d'équipement dissociables ;
- la mission F relative au fonctionnement des installations ;
- la mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie ;
- la mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées, y compris établissement de l'attestation prévue au R222-19-21 à 24 du Code de la construction, à la mise en service de l'équipement ;
- la mission GTB relative à la gestion technique du bâtiment ;
- la mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme ;
- la mission HYS relative à l'hygiène et à la santé dans les constructions ;
- la mission PHa relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation ;
- la mission PV relative au récolement et à l'examen des procès-verbaux des essais effectués sur les installations techniques ;
- la mission SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH ;

Ainsi que toutes les missions complémentaires définies dans le présent CCTP.

2.3 Référentiels de la mission

La mission de contrôle technique a pour objectif de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation de l'ouvrage.

Il est rappelé que le contrôleur technique sera soumis à l'ensemble des dispositions législatives, réglementaires et normatives applicables aux missions qui lui sont confiées, notamment et de manière non exhaustive :

- Loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 dite loi Spinetta, notamment son article 8, et ordonnance n° 2005-658 du 8 juin 2005 relative à la responsabilité et l'assurance dans le domaine de la construction ;
- Articles L 111-23 à L 111-26 et R 111-29 à R 111-42 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) ;
- Décret n°99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique (CCTG-CT) ;
- Norme NFP 03-100 du 20 septembre 1995 relative aux « critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction » ;
- Fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux
- Textes techniques à caractère normatif suivants :
 - Normes françaises homologuées ;
 - Règles et prescriptions des documents techniques unifiés (DTU) ;
 - Avis techniques, agréments européens et appréciations techniques d'expérimentation (ATEX) ;
 - Règles professionnelles dans les domaines non couverts par les textes précités telles que définies à l'article 2-4 de la norme NFP 03-100.
 - D'une manière générale les règles techniques telles que définies dans l'annexe II de la directive européenne 92/50 du 18 juin 1992
 - Eurocodes

Le contrôleur technique doit respecter, mettre en œuvre et faire respecter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en vigueur à la date de dépôt des autorisations administratives préalables à la construction. Dans ce cadre, toute modification législative ou réglementaire relative au contrôle technique lors de l'opération dans les conditions ci-avant et après notification de son marché, et soumise au contrôle du titulaire, devra être prise en compte par le titulaire qui adaptera en conséquence le contenu de sa mission.

La transposition en droit interne de directive européenne applicable avec échéance de transposition antérieure aux dates d'obtention des autorisations administratives préalables à la construction, fait partie des dispositions à respecter et à intégrer au titre du référentiel technique du contrôleur.

Si une évolution réglementaire a lieu postérieurement à ces dates, pendant la durée effective de la totalité de la prestation du contrôleur technique en application du présent marché, celui-ci doit impérativement informer le maître d'ouvrage ou son représentant des conséquences de cette évolution sur l'opération.

La mission du contrôleur technique le conduit à s'assurer de la qualité des produits utilisés dans la construction et à leurs adéquations au projet. A ce titre, le contrôleur technique doit signaler au maître d'ouvrage ou à son représentant les essais qu'il estime nécessaires.

Le contrôle porte sur les parties visibles ou accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique et celui-ci ne procède à aucun démontage ou sondage destructif. Dans ce cadre le contrôleur technique :

Organise ses interventions, pendant la phase de réalisation des ouvrages, de manière à pouvoir effectuer ses contrôles visuels en fonction de la planification réelle des travaux afin d'avoir accès aux ouvrages à contrôler,

- Fait procéder des opérations de démontage ou de sondage destructif après demande motivée :
 - à la diligence et à la charge du maître d'ouvrage, après réalisation desdits ouvrages conformément à la planification des travaux
 - à la diligence du maître d'ouvrage, après accord du maître d'œuvre, et à charge des entreprises concernées, après réalisation desdits ouvrages en cas de réalisation anticipée par rapport à la planification des travaux, et par défaut d'information de cette anticipation au contrôleur technique,

Il est explicitement précisé que tout autre document décrivant le contenu des missions de contrôle technique n'ayant pas de caractère législatif, réglementaire, normatif ou précisé dans le présent document sera considéré comme nul et non avenu.

2.4 Champ d'intervention du contrôleur technique

L'ensemble des missions confiées au titulaire s'applique à tous les individus, ouvrages et éléments d'équipements présents sur le chantier de l'opération support de la mission confiée au contrôleur technique, à savoir :

- les ouvrages de bâtiments tels que définis dans le programme technique et fonctionnel
 - Les ouvrages de fondation et d'ossature de l'équipement
 - Les ouvrages de clos et couvert de l'équipement
- Ses équipements :

- Les éléments de l'équipement indissociablement liés ou non aux ouvrages énumérés ci-dessus, sans caractère limitatif ou exhaustif :
 - Ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques, portes motorisées de garage
 - Chauffage, conditionnement d'air, ventilation mécanique contrôlée,
 - Plomberie, réseau d'alimentation en eau, réseau d'évacuation,
 - Fluides spéciaux, traitements hydrauliques spéciaux,
 - Installations courants forts et courants faibles de toutes natures, portiers électroniques, contrôles d'accès, antennes collectives,
 - Éclairages normaux, éclairage de secours,
 - Etc....
- Les ouvrages de viabilité de l'équipement (réseaux divers et voiries), notamment ceux relatifs à la desserte des ouvrages et équipements
- Ses abords, et l'ensemble des zones paysagères concernées par l'opération à laquelle se réfère le présent marché
- Tous les ouvrages existants contigus à l'équipement objet de l'opération de construction et notamment les ouvrages et construction situés à proximité du site

Cette liste n'est pas limitative, la mission du titulaire s'étendant à tous les ouvrages et équipes relatifs à l'opération concernée.

2.5 Conditions d'exécution de la mission

Principe d'intervention

Le contrôleur technique intervient dans les conditions définies au CCTG-CT issu du décret 99-443 du 28 mai 1999, sauf compléments tels que définis ci-après. Le contrôleur technique émet des avis, des rapports et autres informations sur tout support au maître d'ouvrage et en adresse copie aux intervenants cités à l'article ci-après.

A ce titre, après réception d'une copie d'un avis par les entreprises, ces dernières :

- Prennent en compte les éléments de l'avis ou du rapport afin de respecter la conformité attendue par rapport au référentiel, sans attendre la suite donnée à cet avis par le maître d'ouvrage, sauf avis contraire de celui-ci
- Motivent au maître d'ouvrage leur refus de prise en compte des éléments de l'avis, dans le cas d'une incompatibilité d'interprétation de certains textes législatifs, réglementaires ou normatifs
- Appliquent la décision du maître d'ouvrage suite à l'arbitrage de celui-ci

Le contrôleur technique doit par ailleurs s'assurer au fur et à mesure de l'évolution des études et du chantier, de la prise en compte par la maîtrise d'œuvre de ses remarques ou demandes spécifiques relatives à une mise en conformité des ouvrages et installations, conformément aux alinéas qui précèdent.

Le contrôleur technique doit également s'assurer au fur et à mesure de la réalisation du chantier, de la prise en compte par les entreprises de ses remarques ou demandes spécifiques relatives à une mise en conformité des ouvrages et installations, conformément aux alinéas qui précèdent.

Toutefois, le contrôleur technique ne peut en aucun cas se substituer aux différents intervenants de l'acte de construire qui assument chacun en ce qui les concerne, leurs obligations et responsabilités relatives en découlant, pour la conception des ouvrages, l'élaboration des cahiers des charges à l'attention des entreprises, l'établissement des calculs justificatifs, l'implantation des ouvrages, la direction des travaux, la coordination des travaux, l'exécution des travaux, la surveillance de la réalisation des travaux, la réception des ouvrages.

Si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler, par écrit et dans des délais compatibles avec l'exercice de sa mission et de celles des autres intervenants, au maître d'ouvrage ou à son représentant ;

Le contrôleur technique sera en particulier tenu de conseiller et d'alerter le maître de l'ouvrage ou son représentant sur l'ensemble des missions faisant parties du présent marché, que ce conseil soit de son fait ou demandé par le maître de l'ouvrage.

Diffusion des informations

En application de l'article 4.1.6 de la norme NF P 03-100, le contrôleur technique diffusera ses avis, rapports et d'une manière générale l'ensemble de la production de sa prestation aux intervenants suivants :

- Au maître d'ouvrage ;
- À tous les assistants techniques ou administratifs du maître d'ouvrage (ATMO, AMO juridique, etc.) ;
- Au groupement CCAEM ;
- Au coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé ;

- Aux assureurs du maître d'ouvrage, sur demande explicite de celui-ci.

A ce titre, le contrôleur a donc à sa charge au titre du présent marché, la totalité des incidences de la reproduction de ses documents pour réaliser cette diffusion.

Forme des livrables

Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique doit consigner le résultat de ses examens, analyses ou remarques dans des avis, des rapports d'informations, rapports d'analyses, qu'ils soient intermédiaires ou définitifs de fin de phases, visés en totalité par la personne physique compétente et disposant des pouvoirs et qualités, personne désignée nominativement dans le présent marché à l'acte d'engagement, comme la personne chargée de l'exécution de la mission de contrôle technique.

La totalité des livrables fera apparaître :

- La référence de l'opération
- La nature de la mission
- Le numéro chronologique du document par rapport à l'ensemble des documents produits par le contrôleur au titre de sa mission
- L'origine et la date du document examiné
- L'origine ou la date de la visite du chantier et les ouvrages examinés
- La date d'émission du livrable
- La liste des destinataires

La totalité des livrables sera remis en :

- Une version électronique en version *.PDF des fichiers, à communiquer par courrier électronique
- Autant d'exemplaires papier que nécessaire aux intervenants concernés listés ci-avant

Les prescriptions suivantes seront respectées :

- Toute transmission de document fera systématiquement l'objet d'un bordereau de transmission
- Tout document devra respecter la charte documentaire qui sera mise en œuvre sur le projet

3 - MODALITES D'INTERVENTION DU CONTROLEUR TECHNIQUE

3.1 Généralités

Le présent marché a pour objet de confier au titulaire la mission définie à l'article 1 du présent CCTP, en parfaite coopération avec l'ensemble des intervenants. A ce titre, le contrôleur technique respectera les exigences minimales de coopération avec chacun d'entre eux, selon les dispositions ci-après.

3.2 Coopération avec les intervenants de l'acte de construire

Généralités

Le titulaire doit l'examen sous forme d'avis ou rapports (possibilité sous format d'envois dématérialisés) de toutes les versions des documents émis par les acteurs du projet :

- Groupement CCAEM : tout document de toutes phases, mêmes si plusieurs versions de ces documents sont émises pour une même phase technique, suite à une reprise d'études quelle que soit l'origine de cette reprise, tout document d'exécution, ou toute exécution d'ouvrages sur chantier, mêmes si plusieurs versions de ces documents sont émises pour un même ouvrage à réaliser, suite à une reprise d'études ou de travaux, quelle que soit l'origine de la reprise
- Autres intervenants : tout document ou production, même si plusieurs versions de ces productions sont réalisées, quel que soit l'origine de la reprise

Ces missions seront établies sur la base de l'examen des :

- Plans et autres documents techniques de conception,
- Plans et autres documents techniques destinés à la consultation des entreprises ainsi que les variantes et options proposées,
- Plans et autres documents techniques d'exécution, accompagnés de leurs justificatifs tels que procès-verbaux d'essais et de certification de produits,
- Ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle technique lors des visites de chantier,
- Etc.

Coopération avec le Maître de l'ouvrage et l'AMO

Le maître d'ouvrage ou son AMO doit :

- Fournir au contrôleur technique la copie du(des) permis de démolir et du(des) permis de construire ;
- Fournir au contrôleur technique une copie de la déclaration d'ouverture de chantier ;
- Donner au contrôleur technique l'information relative à l'usage ultérieur des ouvrages, ainsi que les sujétions particulières en découlant ;
- Donner au contrôleur technique toutes informations relatives aux contrats des intervenants de l'acte de construire ayant une incidence sur sa propre prestation ;
- Donner au contrôleur technique toutes informations relatives à la planification de l'opération, tant en phase d'études qu'en phase de préparation, de réalisation du chantier, de réception des ouvrages et de garantie de parfait achèvement ;
- Informer le contrôleur technique de toute intervention d'une des entreprises de l'opération pendant la garantie de parfait achèvement ;
- Transmettre au contrôleur technique tout document nécessaire à la réalisation de sa prestation produit par la maîtrise d'œuvre ou par un assistant à maître d'ouvrage, pendant les études, pendant la phase de préparation du chantier, pendant la réalisation du chantier, à la réception des ouvrages et pendant la garantie de parfait achèvement ;
- Transmettre ou faire transmettre au contrôleur technique tout document produit par les entreprises pendant la phase de préparation du chantier, pendant la réalisation du chantier, à la réception des ouvrages et pendant la garantie de parfait achèvement.

Le contrôleur technique doit :

- Informer le maître d'ouvrage de tout manque de documents ou informations nécessaire à la réalisation de sa prestation, dans des délais compatibles avec l'exercice de sa mission ;
- Tenir compte de l'ensemble des documents et informations transmises, et doit impérativement, et de manière exhaustive l'examen et l'analyse de toutes les versions de tous les documents produits par les différents intervenants au titre de sa prestation que pourrait lui fournir le maître d'ouvrage directement ou indirectement, conformément au chapitre précédent, dans les limites du cadre réglementaire et contractuel de sa mission.

Coopération avec le groupement CCAEM

Le groupement CCAEM doit :

- Faire référence au référentiel normatif ;
- Décrire les hypothèses de conception retenues ;
- Décrire les dispositions techniques définitives retenues au stade de la production de son Avant-Projet Définitif au plus tard ;
- Préciser le rôle du contrôleur technique dans les marchés travaux ;
- Introduire dans les marchés travaux et ceux de leurs sous-traitants un dispositif d'autocontrôle compatible avec l'exercice de la mission du contrôleur technique, selon les précisions de ce dernier ;
- Suivre les avis et recommandations du contrôleur technique ou demander l'arbitrage du maître d'ouvrage en cas d'avis contraire ;
- Prendre en compte les remarques et observations issues du Rapport Initial du Contrôleur Technique ;
- Prévenir le contrôleur technique des phases critiques de réalisation du chantier ;
- Suivre la levée des observations du contrôleur technique ;
- Prendre en compte les remarques et observations issues du Rapport Final du Contrôleur Technique ;
- Faire lever par les entreprises les réserves éventuelles contenues dans le Rapport Final du Contrôleur Technique.

Le contrôleur technique doit :

- Analyser les risques relatifs aux hypothèses de conception retenues et les présenter dans ses rapports selon les termes du présent marché, en application de l'article relatif aux missions du contrôleur technique ci-après ;
- Analyser les risques relatifs aux dispositions techniques définitives retenues au stade de la production de l'Avant-Projet Définitif et les présenter dans ses rapports selon les termes du présent marché, en application de l'article relatif aux missions du contrôleur technique ci-après ;
- S'assurer de la compatibilité de la définition du rôle du contrôleur technique dans les marchés de travaux, par rapport aux clauses du présent marché et à sa propre organisation concernant la réalisation de sa mission pendant la phase travaux. Faire modifier les clauses des marchés de travaux si nécessaire ;

- S'assurer de la compatibilité de la définition du dispositif d'autocontrôle des entreprises, par rapport aux clauses du présent marché et à sa propre organisation concernant la réalisation de sa mission. Faire modifier les clauses des marchés de travaux si nécessaire ;
- Prendre en compte les informations relatives aux phases critiques de réalisation du chantier pour l'organisation de sa mission.

Coopération avec le Coordonnateur Sécurité Santé

Le Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé doit :

- En phase d'études :
 - Préciser les opérations de travaux pour lesquelles il est probable qu'il y ait nécessité de vérification technique, mais sans que celle-ci soit définitivement arrêtée à ce stade.

Le contrôleur technique doit :

- En phase d'études :
 - Transmettre une copie de ses rapports.
- En phase de réalisation du chantier
 - Respecter les consignes de sécurité applicables au chantier émises par le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé à l'attention des personnes autorisées pénétrant sur le site de réalisation des travaux.

4 - SPECIFICITES DES MISSIONS CONFIEES AU CONTROLEUR TECHNIQUE

4.1 Préambule

L'ensemble des dispositions suivantes sont relatives aux compléments à apporter par le contrôleur technique au titre du présent marché, par rapport aux missions définies dans la norme NF P 03-100 et dans l'annexe du décret 99-443 du 28 mai 1999 relatif au Cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique.

Les éléments des textes et normes précités ne sont pas repris dans le présent marché, ils sont considérés comme applicables de fait au titre du présent contrat.

Seules les clauses contractuelles complémentaires ou éventuellement dérogatoires (dérogatoires éventuellement à des règles usuelles mais non réglementaires) sont spécifiées ci-après.

La totalité des missions normalisées ou non, de base ou complémentaires porte sur les ouvrages et équipements définis et précisés au chapitre « Champ d'intervention du Contrôleur Technique », et en application du référentiel législatif, réglementaire, normatif ou contractuel défini au chapitre « Référentiel de la mission ».

4.2 Mission normalisées de base

Mission « L » portant sur la solidité des ouvrages et éléments équipements indissociables

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission L sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée, ouvrages de viabilité, fondation, ossature, clos et couvert, ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent.

Mission « S » portant sur la sécurité des personnes dans les constructions

La mission S porte sur les ouvrages et éléments d'équipement faisant partie des marchés de la construction communiquée au Contrôleur technique et visés au point de vue de la sécurité des personnes par la réglementation technique applicable à la construction du fait de sa destination, telle que définie au permis de construire. Et notamment, sans que cela est un caractère exhaustif, la totalité des ouvrages et équipements tels que définis à l'annexe A de la norme NF P03-100 :

- Les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique : comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, desserte, cloisonnement et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et d'alerte, équipements de désenfumage naturel,
- Les installations électriques (courants forts) pour lesquelles le contrôleur technique produira un rapport de vérification à joindre aux attestations de conformité des installateurs soumises à visa,
- Les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air, réfrigération et équipements de désenfumage mécanique,
- Les installations de gaz combustibles notamment pour les cuisines, et d'hydrocarbures liquéfiés,
- Les conduits de fumée,
- Les ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques, trottoirs roulants,
- Les nacelles suspendues d'entretien de façades,

- Les portes automatiques et notamment celles des garages,
- Les appareils et installations sous pression de vapeur ou de gaz,
- Les dispositions de construction concernant la protection contre les rayonnements ionisants,
- Les garde-corps et fenêtres basses,
- Les biens meubles en complément des prescriptions de la norme NFP 03-100.

4.3 Missions complémentaires normalisées

Mission P1 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés

Mission telle que définie dans l'annexe du décret 99-443 du 28 mai 1999.

Mission F relative au fonctionnement des installations

Mission telle que définie dans l'annexe du décret 99-443 du 28 mai 1999, avec les compléments suivants :

La mission portera sur la totalité des équipements et installations qui résultent de la mise en œuvre du programme technique et fonctionnel de l'opération, en complément des éléments énoncés dans l'annexe du décret 99-443.

Il est à noter qu'il est attendu au titre de la présente mission, un résultat de bon fonctionnement. Le contrôleur technique prendra à ces fins toutes dispositions techniques et prévoira tous moyens nécessaires à l'obtention de ce résultat.

En outre, la mission comportera également :

- La vérification dans le dossier de consultation des entreprises établi par le groupement CCAEM de la liste des essais attendus de la part des entreprises, et la définition des compléments nécessaires au contrôleur technique pour la réalisation de sa mission
- La vérification dans le dossier de consultation des entreprises établi par le groupement CCAEM de la liste des procès-verbaux attendus de la part des entreprises, et la définition des compléments nécessaires au contrôleur technique pour la réalisation de sa mission
- Le récolement des procès-verbaux d'essais et vérifications d'autocontrôle que doivent effectuer les entreprises sur les installations citées dans le présent document ;
- Un avis sur les résultats de ces procès-verbaux.

Les vérifications et essais concernés ont pour but de s'assurer du bon fonctionnement des installations, dans les conditions normales d'utilisation, indépendamment des essais et vérifications effectués dans le cadre de la sécurité des personnes. La liste de ces essais fait l'objet d'un document de la Confédération des Organismes indépendants de Prévention, de Contrôle et d'inspection (COPREC) établi en accord avec les assureurs et publié dans le Moniteur n°4954 du 06/11/1998.

Les installations concernées sont les suivantes, a minima :

- AS : Ascenseurs, Ascenseurs de charge ;
- CA : Conditionnement d'air ;
- EM : Escaliers mécaniques, Trottoirs roulants ;
- VM : Ventilation mécanique ;
- PA : Portes et Portails automatiques pour véhicules ;
- CH : Chauffage ;
- AT : Réseaux de distribution collective et radiodiffusion ;
- FM : Fluides médicaux ;
- EL : Installations électriques ;
- PB : Plomberie sanitaire ;
- PE : Portiers électroniques.

Le contrôleur technique, après s'être assuré que les essais nécessaires à la vérification du bon fonctionnement des équipements sont explicitement prévus par les pièces de marché des différents DCE, donnera également un avis sur les méthodes de mesure et la teneur des essais préconisés par le maître d'œuvre, et critiquera les résultats obtenus au regard des documents remis par les entreprises et des performances attendues.

Mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie

Mission telle que définie dans l'annexe du décret 99-443 du 28 mai 1999.

Cependant, et en complément, la définition des critères et niveaux de qualité sont définis non seulement dans la réglementation, mais également en matière de performances attendues, base du référentiel contractuel, dans le programme technique et fonctionnel.

Les minimas de niveaux de qualité pourront être relevés par la qualité de la réponse de la maîtrise d'œuvre au besoin initial du maître d'ouvrage, auquel cas, le référentiel de la mission du contrôleur technique s'adaptera à ces nouvelles performances visées dans les cahiers des charges des entreprises.

Mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées

Mission telle que définie dans l'annexe du décret 99-443 du 28 mai 1999, avec les compléments suivants :

- Le contrôleur technique émettra des avis écrits et notamment sur les différentes versions de notice d'accessibilité établies par le groupement CCAEM quelle que soit l'étape de conception de l'ouvrage
- Le titulaire rédigera l'(les)attestation(s) finale(s) de prise en compte des règles d'accessibilité prévue(s) à l'article L117-7-4 du code de la construction et de l'habitat
- Le titulaire participera et assistera le maître d'ouvrage lors des visites des commissions d'accessibilité.

Mission GTB relative à la gestion technique du bâtiment

Mission telle que définie dans l'annexe du décret 99-443 du 28 mai 1999.

Cependant, la définition des critères et niveaux de qualité du système de GTB sont définis dans le programme technique et fonctionnel établi par l'AMO.

Cependant, les minimas de niveaux de qualité pourront être relevés par la qualité de la réponse des entreprises au besoin initial du maître d'ouvrage, auquel cas, le référentiel de la mission du contrôleur technique s'adaptera à ces nouvelles performances visées dans les cahiers des charges des entreprises.

L'installation soumise au contrôle est celle assurant la gestion des équipements contrôlés au titre de la mission relative au fonctionnement des installations ainsi que des équipements de gestion automatisée tels que :

- Télésurveillance,
- Gestion centralisée des fluides et traitements climatiques,
- Vidéosurveillance, anti-intrusion, contrôle d'accès,
- Arrosage automatisé du jardin public,
- Éclairage,
- Sonorisation,
- etc.

Mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission PS sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la protection parasismique des bâtiments à risque normal au sens de l'article 3 du décret n° 91-461 du 14 mai 1991 relatif à la prévention du risque sismique.

Sauf dispositions contraires stipulées dans la convention, le contrôle porte sur les fondations, l'ossature et les façades du bâtiment objet de la mission.

Mission HYS relative à l'hygiène et à la santé dans les constructions

Mission telle que définie dans l'annexe du décret 99-443 du 28 mai 1999, avec les compléments suivants :

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire, dans les constructions achevées, aux prescriptions réglementaires relatives à l'hygiène et la santé en ce qui concerne :

- L'aération des locaux à pollution non spécifique (ventilation naturelle ou mécanique, ouvrants, évacuation des produits de combustion) ;
- La distribution d'eau (distribution d'eau froide, production et distribution d'eau chaude) ;
- Les installations sanitaires (existence et implantation des installations) ;
- Les installations d'évacuation des eaux usées (eaux ménagères et eaux-vannes) ;
- L'évacuation des ordures ménagères (local poubelle, vide-ordures).

Mission PHa relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation

La mission a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires quand elles existent, ou, à défaut, aux prescriptions contractuelles retenues par le maître de l'ouvrage et communiquées au contrôleur technique relativement à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation.

Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction desdites prescriptions.

La mission ne porte pas sur les atteintes à l'environnement ni sur la protection contre les bruits de voisinage autres que ceux relatifs aux voies terrestres et zones aéroportuaires classées.

Les éléments vérifiés sont :

- Les planchers, murs, gaines, revêtements, menuiseries...

Cette mission n'inclut pas ni la réalisation d'essais acoustiques in situ ni la détermination des isolements de façade.

Mission PV relative au récolement et à l'examen des procès-verbaux des essais effectués sur les installations techniques

Mission PV relative au récolement et à l'examen des procès-verbaux des essais effectués sur les installations techniques.

Mission SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH

La mission SEI s'applique sur les ouvrages et éléments d'équipement suivants, faisant partie des marchés des travaux communiqués au contrôleur :

- Les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique : comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, desserte, cloisonnements et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et d'alerte, équipements de désenfumage ;
- Les installations électriques (courants forts) ;
- Les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air ;
- Les installations de stockage et de distribution de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Les conduits de fumée ;
- Les ascenseurs et les ascenseurs de charges ;
- Les portes automatiques de garages ;
- Les garde-corps et fenêtres basses.

C'est la mission classique concernant la sécurité des établissements recevant du public et IGH.

4.4 Mission complémentaire non normalisée

Complément à la mission « L » portant sur la solidité des ouvrages et éléments équipements indissociables

En complément, et sur le principe de la mission réglementée de type « L » telle que définie précédemment, il sera réalisé par le contrôleur technique une mission complémentaire relative à :

- Solidité des ouvrages en phase provisoire selon les phases techniques de la construction ;
- Dispositions relatives aux étalements, et matériels nécessaires à la stabilité provisoire selon les phases techniques de travaux ;
- Dispositions relatives aux blindages divers et notamment blindages de fondations et/ou fouilles diverses ;
- Dispositions relatives aux moyens de levages, manutentions, etc.
- D'une manière générale les dispositions relatives à la totalité des installations et matériels nécessaires à la réalisation des travaux.

5 - PRECISIONS CONCERNANT LES MISSIONS

5.1 Préambule

L'ensemble des missions confiées au contrôleur technique, qu'elles soient de base, complémentaires ou même non normalisées, comprendra la totalité des exigences réglementaires et normatives issues des textes applicables et des dispositions contractuelles complémentaires citées ci-avant.

Cependant, au titre de la présente mission, le contrôleur technique respectera également les exigences fonctionnelles suivantes, en fonction des différentes phases techniques de l'opération.

5.2 Décomposition en parties techniques (ou phases)

Le contrôleur technique **assume sa mission au cours des parties techniques suivantes au sens de l'article 22 du CCAG-PI** :

- **Partie technique 1** : Assistance durant la phase de choix du groupement CCAEM (dialogue compétitif sur ESquisse et APS) ;
- **Partie technique 2** : Assistance et Expertise durant la phase conception (APD et PRO) ;
- **Partie technique 3** : Expertise durant la phase de réalisation (réalisation, réception, Garantie de Parfait Achèvement).

Dans la suite du document, ces Parties Techniques peuvent être nommées Phases.

5.3 Phase de participation au choix du groupement CCAEM (dialogue compétitif)

5.3.1 Généralités

Le dialogue compétitif de groupement CCAEM fait sur la base de la remise d'une ESquisse architecturale et d'une APS remise par le groupement avec **3 candidats présélectionnés admis à concourir.**

5.3.2 Assistance durant le dialogue compétitif

Dans son domaine de compétence, le contrôleur Technique :

- Est membre des commissions techniques ;
- Vérifie la compatibilité des offres et les solutions proposées avec les contraintes du programme ;
- Etablit 2 rapports : un rapport détaillé d'analyse comparative des différentes propositions et un rapport de synthèse ;
- Participe aux réunions de dialogue (prévus en 2 cycles) ;
- Participe au jury de choix du lauréat ;
- Participe à la mise au point de l'APS avec le lauréat.

5.4 Spécificités pour la phase de conception des ouvrages

Examen des documents produits et rapports du contrôleur technique

- Le contrôleur technique doit :
 - un examen de la(des) conclusion(s) du(des) rapport(s) des études de sol ;
 - un examen du(des) dossier(s) de Permis de Construire (contrôle du classement du bâtiment en termes d'effectifs).
- Pour chacune des phases techniques de la conception, à savoir :
 - Avant Projet Définitif ;
 - Projet.

et quelque soit le nombre de version des dossiers du groupement CCAEM, le contrôleur technique doit :

- un examen des dossiers du groupement ;
- un examen des projets de notices de sécurité prévue au titre de la réglementation relative aux établissements recevant du public ;
- un examen des projets de notices d'accessibilité handicapés.

Rendus du contrôleur technique

Pour chaque examen, pour chaque étude documentaire ou technique, le contrôleur devra systématiquement fournir un avis explicite et/ou un compte-rendu ou rapport d'examen, selon les dispositions exposées aux chapitres précédents du présent CCTP.

En plus de ces documents, le contrôleur doit fournir :

- un Pré-Rapport Initial de Contrôle Technique (sur la base du dossier APD),
- un Rapport Initial de Contrôle Technique (sur la base du dossier PRO).

Contenu des rendus du contrôleur technique

Avis et comptes-rendus d'examen :

Pour la totalité des avis et compte-rendu d'examen de document, il n'est pas imposé de clauses autres que celles imposées au titre des chapitres précédents.

Chacun des rapports doit au moins contenir les éléments suivants :

- 1°) une liste des études, plans, notes de calculs, essais, diagnostics ou compléments de sondages nécessaires, la justification de ce besoin, la précision de l'intervenant devant fournir ces éléments, et les dates auxquels il devra fournir ces éléments,
- 2°) un récapitulatif des avis émis pendant la phase comprenant :
 - a) un récapitulatif des choix arrêtés pour des motifs émis par le contrôleur technique,
 - b) un récapitulatif des points techniques en suspens,
 - c) un récapitulatif des choix techniques écartés pour des motifs émis par le contrôleur technique.
- 3°) la liste reprenant point par point les avis de non-conformité ou suspendus, avec pour chacun des points :
 - d) la phase à laquelle la non-conformité ou suspension de l'avis a déjà été émis si tel est le cas,

- e) les éléments attendus pour lever la non-conformité ou la suspension de l'avis,
- f) la précision de l'intervenant devant fournir les éléments (opérateur global, maître d'ouvrage, exploitant, autres...),
- g) la dates ultimes de fourniture de ces éléments (Pemis de construire, permis de démolir, Projet, études d'exécution de la maîtrise d'œuvre ou des entreprises...).

4°) une analyse des risques relative :

- a) à la réalisation des ouvrages : prise en compte de l'implantation des ouvrages, des contraintes de site, des risques naturels, etc.,
- b) à la solidité des ouvrages, notamment par rapport
 - 1. aux procédés ;
 - 2. aux pratiques inovantes ;
 - 3. aux pathologies connues ;
 - 4. aux dysfonctionnements usuels des études (erreurs de calculs,...) ;
 - 5. aux dysfonctionnements usuels sur les chantiers (erreurs de calculs, sous-dimensionnement involontaire ou non, ...) ;
 - 6. à tout autre élément retenu par le contrôleur technique au titre des paramètres ayant une incidence sur l'évaluation des risques pour la solidité d'un ouvrage, notamment ceux précisés dans son mémoire technique remis avec son offre au moment de la mise en concurrence.
- c) à la maintenance des ouvrages, basé sur les risques liés aux équipements et à leur fiabilité dans le temps, compte tenu de leur complexité, de leur compatibilité avec l'exploitation, etc.,
- d) aux conditions de résistance au feu (stabilité à chaud), en fonction de la stabilité réglementaire attendue au titre des obligations de sécurité incendie (stabilité à froid),
- e) à la sécurité incendie de l'établissement existant, prenant en compte notamment :
 - les moyens d'intervention par l'extérieur pendant les travaux,
 - les moyens d'intervention interne et les contraintes d'organisation des secours de l'établissement pendant les travaux, et notamment les modifications d'organisation nécessaires liées à ces travaux,
 - les dégagements compte tenu de l'occupation réelle, des typologies de personnels et/ ou d'utilisateurs des ouvrages (adultes professionnels, public, enfants, mlades...), des modifications des issues induites par les travaux,
 - le désenfumage, notamment au regard de la fiabilité et de l'efficacité des solutions existantes et de l'incidence potentielle des travaux sur les matériels existants (poussières, vibrations, bruits couvrant pour partie les sirènes éventuelles, ...)
 - les difficultés inhérentes à l'activité perturbée par les travaux,
 - les difficultés induites par la conception des ouvrages existants, et notamment des sources potentielles d'accident induit par l'évacuation : sous-sol, discontinuité des circulations, paliers, escaliers...
- f) à la sécurité incendie des ouvrages à réception :
 - les moyens d'intervention par l'extérieur ;
 - les moyens d'intervention interne et les contraintes d'organisation des secours de l'établissement ;
 - les dégagements compte tenu de l'occupation réelle, des typologies de personnels et/ ou d'utilisateurs des ouvrages ;
 - le désenfumage, notamment au regard de la fiabilité et de l'efficacité des solutions proposées, pertinence des solutions et des choix mécaniques ou naturels, au-delà de la simple obligation réglementaire ;
 - les difficultés inhérentes à l'activité ;
 - les difficultés induites par la conception des ouvrages, et notamment des sources potentielles d'accident induit par l'évacuation : sous-sol, discontinuité des circulations, paliers, escaliers...

Ce rapport doit être exhaustif et parfaitement circonstancié et argumenté par rapport au référentiel législatif, réglementaire, normatif et contractuel, tel que rappelé aux chapitres correspondants dans le présent CCTP.

Participation à des réunions d'études techniques et de maîtrise d'ouvrage

Le contrôleur technique doit participer aux réunions suivantes, a minima :

- celles indiquées contractuellement dans les moyens imposés au prestataires, en annexe à l'acte d'engagement,

- celles indiquées dans son propre mémoire technique remis lors de son offre, pour autant qu'elles soient en complément de celles imposées a minima,
- celles nécessaires au bon déroulement de sa mission, en fonction de l'évolution des études, et pour lesquelles il a pu être éventuellement invité par le maître d'œuvre,
- celles pour lesquelles il aura été convoqué explicitement par le maître d'ouvrage,
- celles relatives à la cellule de synthèse animée par le groupement CCAEM ou l'entreprise responsable de cette mission, et sur invitation de cette dernière,

Pour chacune de ces réunions, et de manière systématique, le contrôleur devra émettre un compte-rendu :

- relevant les décisions prises en réunion ayant une incidence sur ses avis passés, présents et futurs,
- exprimant les avis relatifs à ses réflexions pendant ou à la suite des réunions, par rapport aux éléments présentés ou fournis lors de celles-ci.

5.5 Spécificités pour la phase de réalisation des ouvrages

Participation aux réunions de chantier (en présentiel)

La présence aux réunions de chantier n'est pas systématiquement attendue. Cependant le contrôleur technique doit participer aux réunions suivantes, a minima :

- celles indiquées contractuellement dans les moyens imposés au prestataires, en annexe à l'acte d'engagement,
- celles indiquées dans son propre mémoire technique remis lors de son offre, pour autant qu'elles soient en complément de celles imposées a minima,
- celles pour lesquelles le groupement CCAEM aura spécifiquement invité le contrôleur technique pour la validation d'un élément ou d'une étude,
- celles nécessaires au bon déroulement de sa mission, en fonction de l'évolution du chantier,
- celles pour lesquelles il aura été convoqué explicitement par le maître d'ouvrage.

Pour chacune de ces réunions, le groupement CCAEM n'a pas l'obligation de convoquer le contrôleur technique de manière explicite dans un compte-rendu ou par tout autre moyen. Le contrôleur technique est considéré comme invité de manière systématique. Il participera aux réunions selon les modalités ci-avant.

Il est à noter que la mission du contrôleur technique est organisée par lui, en fonction de l'évolution du chantier et de sa nécessité de présence selon les phases de réalisation dudit chantier. La planification des tâches des entreprises fait partie des éléments passés en revue lors des réunions de chantier.

Dès lors, le contrôleur technique ne pourra se prévaloir d'une absence d'information nécessaire à l'exécution de sa mission, si celle-ci a été explicitement abordée en réunion de chantier même en l'absence du contrôleur technique, quand bien même il n'y aurait pas de transcription dans un compte-rendu du groupement CCAEM.

Pour chacune de ces réunions, et de manière systématique, le contrôleur devra émettre un compte-rendu :

- relevant les décisions prises en réunion ayant une incidence sur ses avis passés, présents et futurs,
- exprimant les avis relatifs à ses réflexions pendant ou à la suite des réunions, par rapport aux éléments présentés ou fournis lors de celles-ci,

Participation aux réunions périodiques de maîtrise d'ouvrage et du groupement CCAEM (en présentiel)

La présence du contrôleur technique à ces réunions est obligatoire. A ce titre le contrôleur technique doit participer aux réunions suivantes, a minima :

- celles indiquées contractuellement dans les moyens imposés au prestataires, en annexe à l'acte d'engagement,
- celles pour lesquelles il aura été convoqué explicitement par le maître d'ouvrage,
- celles relatives à la cellule de synthèse animée par l'opérateur global, et sur invitation de ce dernier.

Réalisation de visites sur site

Le contrôleur technique doit la réalisation de visites de site aux fins de vérifications lors de l'exécution des travaux. Ces visites dont la périodicité et la fréquence sont organisées par le contrôleur technique doivent correspondre a minima :

- à celles indiquées contractuellement dans les moyens imposés a minima au prestataire, en annexe à l'acte d'engagement,
- à celles indiquées dans son propre mémoire technique remis lors de son offre, pour autant qu'elles soient en complément de celles imposées a minima,
- à celles nécessaires au bon déroulement de sa mission, en fonction de l'évolution du chantier, quand bien même elles seraient en complément de celles indiquées ci-avant,
- à celles pour lesquelles les entreprises auront donné les informations relatives aux éléments mis en oeuvre correspondant aux obligations de vérifications telles que définies dans les contrats de travaux, tels que définis par le groupement CCAEM,

éventuellement sur les propres indications du contrôleur technique lors de la réalisation du Dossier de Consultation des Entreprises, ou enfin selon les indications fournies notamment pendant les réunions de chantier au fur et à mesure de l'avancement du chantier,

- à celles pour lesquelles il aura été convoqué explicitement par le maître d'ouvrage.

Il est à noter que la mission du contrôleur technique est organisée par lui, en fonction de l'évolution du chantier et de sa nécessité de présence sur site selon les phases de réalisation dudit chantier.

Cependant, et de manière obligatoire, le contrôleur technique devra organiser sa mission afin de vérifier le respect des exigences réglementaires, normatives ou contractuelles telles que définies au titre de son référentiel, pour les éléments techniques suivants :

- **de manière systématique :**
 - les ferraillements significatifs, AVANT bettonnage des éléments suivants
 - fondations spéciales ;
 - totalité des ouvrages de fondations ;
 - totalité des murs de soutènements ;
 - murs de grande hauteur (supérieure à 3m dans œuvre) ;
 - planchers principaux ;
 - voiles et dalles en encorbellement ;
 - poutres-voiles
 - charpente de toute nature ;
 - et d'une manière générale les ouvrages d'infrastructure ou de superstructure d'ouvrages fondamentaux pour la stabilité globale de la construction.
 - les équipements et matériels de production d'énergie de quelques natures que ce soit
- **par un contrôle de cohérence :** réalisé selon des vérifications ciblées et notamment sur tout point délicat identifié par le contrôleur technique comme source potentielle de non-conformité et/ou de sinistres, en regard notamment de ses propres indications contenues dans son mémoire technique remis lors de son offre :
 - les autres ferraillements de tous les ouvrages,
 - sur les ouvrages d'infrastructure et de superstructure,
 - les étanchéités et leurs protections de toutes natures,
 - l'ensemble des éléments de clos et couvert,
 - les éléments fonctionnels de tous les corps d'états techniques,
 - toute mise en œuvre particulière de matériaux et/ou matériels des corps d'états secondaires.
- **par un contrôle selon une méthode sondage :** sondages dont les modalités applicables sont explicitées dans le mémoire technique remis lors de son offre :
 - pour la totalité des ouvrages, matériaux, matériels et équipements soumis au contrôle dans le cadre de son référentiel d'intervention.

Il est expressément précisé que ces éléments listés ont un caractère de vérification impératif.

Il est également entendu que cette liste n'a strictement aucun caractère limitatif ou exhaustif, le contrôleur est seul juge des ouvrages dont il devra vérifier l'exécution en fonction de ses missions, notamment au regard de sa présomption de responsabilité en cas de sinistres ou de non-conformité d'une réalisation par rapport à son référentiel d'intervention tel que défini dans le présent contrat.

Le contrôleur technique ne pourra se prévaloir d'une absence d'information nécessaire à l'exécution de sa mission, si celle-ci a été explicitement abordée en réunion de chantier même en l'absence du contrôleur technique.

Le contrôleur technique devra tout moyen à sa convenance pour assurer sa mission dans ces circonstances et pallier ainsi sa propre défaillance. Typiquement et sur cette base, le démontage ou démolition de parties d'ouvrages réalisés par une entreprise en l'absence d'une vérification nécessaire du contrôleur technique sera entièrement imputé au contrôleur technique.

Pour chacune de ces visites, et de manière systématique, le contrôleur devra émettre un compte-rendu, selon le formalisme et les dispositions imposées au chapitre correspondant du présent document, et contenant au moins les éléments suivants :

- l'objet de sa visite ;
- les éléments visualisés ;
- les avis relatifs à ses réflexions pendant ou à la suite de ces visites, par rapport aux éléments visualisés, présentés ou fournis lors de celles-ci.

Toutefois, dans le cadre de ses visites, le contrôleur technique doit impérativement :

- en cas de constat de réalisation d'un ouvrage en non-conformité par rapport à son référentiel d'intervention : alerter sans délais le groupement CCAEM par tout moyen à sa convenance, selon des modalités pratiques arrêtées pendant la phase de préparation du chantier, pour que celui-ci prennent les décisions qui lui incombent au titre de sa mission de Direction de l'Exécution des Travaux. L'appel téléphonique au maître d'œuvre, personne physique chargée de cette mission, est considéré comme satisfaisant s'il est confirmé de manière écrite dans les deux heures suivant l'appel en question. Une copie de cette dernière transmission est envoyée obligatoirement au maître d'ouvrage ;
- en cas de disposition constructive semblant mener à une non-conformité : alerter le groupement CCAEM dans des délais compatibles avec l'enchaînement des travaux pour que celui-ci prennent les décisions qui lui incombent au titre de sa mission de Direction de l'Exécution des Travaux ;
- en cas d'avis suspendu dont les éléments ne sont pas fournis en temps utiles par l'intervenant concerné, tel que défini soit dans le rapport fin de phase conception, soit dans le RICT : alerter le maître d'œuvre par tout moyen à sa convenance, selon des modalités pratiques arrêtées pendant la phase de préparation du chantier, pour que celui-ci prennent les décisions qui lui incombent au titre de sa mission de Direction de l'Exécution des Travaux.

Il est également expressément convenu, que la(les) personne(s) physique réalisant les visites de chantier et participant aux réunions hebdomadaires ou aux réunions techniques est obligatoirement celle(s) nominativement désignées dans le présent marché, en fonction des compétences nécessaires au bon déroulement de la mission. Tout changement de personnel se réalisera selon les modalités définies au CCAP.

Examen des documents d'exécution et avis du contrôleur technique

- Le contrôleur technique, quelque soit le nombre de version des documents et/ou études émises par l'intervenant, doit
 - un examen de tout document ou études produit par le groupement CCAEM en phase d'exécution des ouvrages.

et ce quelque soit le nombre de version des documents et/ou études émises par l'intervenant.

- A ce titre le contrôleur technique doit l'examen, en fonction des missions confiées et du référentiel applicable :
 - de tous plans produits ;
 - de tous documents produits ;
 - de toutes notes de calculs ;
 - de toutes notices de matériels ;
 - de toutes notices particulières, notamment celles relatives aux avis techniques des produits susceptibles d'être mis en œuvre ;
 - de tous avis sur des certificats de classement au feu des matériaux et/ matériel ;
 - de tous certificats de résistance au feu des matériaux et/ matériel ;
 - de tous procès-verbal transmis ;
 - pour toute installation nécessaire à la réalisation du chantier :
 - de toute vérification préalable avant utilisation.
 - pour tout matériel nécessaire à la réalisation du chantier :
 - de toute étude d'adéquation ;
 - de toute étude de stabilité ;
 - de toute étude de montage.
 - et d'une manière générale de toute production d'un intervenant quelconque de l'acte de construire de l'opération, relatif à des produits, matériels, matériaux, etc., du chantier ou pour la réalisation du chantier

Rendus du contrôleur technique

Pour chaque examen, pour chaque étude documentaire ou technique, le contrôleur devra systématiquement fournir un avis explicite et/ou un compte-rendu ou rapport d'examen, selon les dispositions et modalités exposées aux chapitres précédents du présent CCTP.

En plus de ces documents, le contrôleur doit fournir :

- un rapport mensuel au maître d'ouvrage résumant les avis fournis pendant le mois écoulé

Ces éléments sont transmis préférentiellement par voie électronique.

Contenu des rendus du contrôleur technique

Avis et compte-rendu d'examen de document, notices, procès-verbal, ou autres produits pendant le chantier ou pour le chantier.

Les avis produits par le contrôleur technique devront systématiquement comprendre au moins les éléments suivants, en complément des éléments imposés au chapitre « forme des livrables » :

- La date de l'examen du document ;

- l'objet du document ;
- l'intervenant ayant fourni le document ;
- les éléments manquants éventuellement pour formuler un avis définitif ;
- dans ce cas, la date ultime de fourniture des éléments manquants ;
- l'avis en lui-même.

Forme des avis et compte-rendu d'examen

- il n'est pas imposé de forme particulière sur ces documents.

5.6 Spécificités pour la phase de réception des ouvrages

Assistance aux opérations préalables à la réception des ouvrages

Le contrôleur technique participera aux visites des opérations préalables.

A cette occasion il signalera à ce dernier les éléments manquants à la levée des avis qui seraient encore suspendus ou non-conformes à ce stade.

Assistance pour les visites de commissions de sécurité et participation aux visites

Le contrôleur technique participera à la visite de la commission de sécurité.

Dans ce cadre, celui-ci remettra au maître d'ouvrage, dans des délais précisés au CCAP, les éléments suivants :

- éléments relatifs à l'attestation due par le maître d'ouvrage au titre de la réglementation relative aux Etablissements Recevant du Public ;
- attestation de solidité de l'ouvrage au titre de sa mission de type « L » ;
- attestation de sécurité des personnes dans les constructions au titre de sa mission de type « S » ;
- récapitulatif de l'ensemble de ses rapports selon les missions qui lui sont confiées et faisant apparaître les éléments nécessaires à la commission de sécurité ;
- d'une manière générale l'ensemble des éléments nécessaires à la demande d'ouverture de l'établissement.

Il est expressément entendu que la totalité des éléments contenus dans les rapports et attestations doivent conduire à un avis « favorable » de la commission de sécurité par rapport aux éléments dus par le contrôleur technique.

Cette obligation de résultat s'impose au contrôleur technique au titre du présent contrat.

Assistance pour les visites de commission d'accessibilité handicapés et participation aux visites

Le contrôleur technique participera aux visites de la commission d'accessibilité handicapés.

Dans ce cadre, celui-ci remettra au maître d'ouvrage, dans des délais précisés au CCAP, les éléments suivants :

- Attestation finale de prise en compte des règles d'accessibilité prévue au code de la construction et de l'habitation, afin de la joindre,

Réalisation du RVRAT

Le Contrôleur Technique remettra à la fin de sa prestation relative au suivi du chantier, un rapport comprenant les éléments suivants :

- la liste de ses avis émis pendant le chantier, les dates de fourniture des documents ou visites correspondants, les dates auxquelles ils ont été émis ;
- les suites données à ses avis ;
- l'état de ses avis à réception des ouvrages ;
- les limites d'exploitation des ouvrages, notamment en matière d'effectifs en fonction des locaux ;
- les contraintes d'exploitation, en fonction de la totalité des missions confiées au contrôleur technique.

Ce rapport doit être exhaustif et parfaitement circonstancié et argumenté par rapport au référentiel législatif, réglementaire, normatif et contractuel, tel que rappelé aux chapitres correspondants dans le présent CCTP.

Réalisation d'un Rapport Final de Contrôle Technique

Planification du rendu du RFCT

Le Rapport Final du Contrôleur Technique sera transmis au maître d'ouvrage en deux étapes, selon la planification définie au CCAP :

- Un premier document est transmis au maître d'ouvrage avant réception, pour les opérations préalables à réception ;
- Un document mis à jour est transmis le jour de la réception des ouvrages.

Contenu du RFCT fourni aux opérations préalables à réception des ouvrages

Pour ce qui concerne le Rapport Final de Contrôle Technique, en complément du document usuel du contrôleur, celui fournira dans un chapitre indépendant afin de le rendre distinct et exploitable simplement par le maître d'ouvrage, :

- 1°) un récapitulatif des avis suspendus et les dates auxquelles ils ont été émis ou signalés, notamment en fonction des phases d'études (APD, PRO), ou des dates auxquelles ils ont été émis pendant la phase chantier ;
- 2°) un récapitulatif des avis de non-conformité et les dates auxquelles ils ont été émis ou signalés, notamment en fonction des phases d'études (APD, PRO), ou des dates auxquelles ils ont été émis pendant la phase du chantier ;
- 3°) une liste des éléments attendus pour lever les non-conformités ou avis suspendus, une indication précise des intervenants devant fournir les éléments attendus, et les dates butoirs auxquelles doivent être fournis ces éléments.

Ce rapport doit être exhaustif et parfaitement circonstancié et argumenté par rapport au référentiel législatif, réglementaire, normatif et contractuel, tel que rappelé aux chapitres correspondants dans le présent CCTP. Contenu du RFCT fourni à réception des ouvrages

En complément du document usuel du contrôleur, celui fournira dans un chapitre indépendant afin de le rendre distinct et exploitable simplement par le maître d'ouvrage, :

- 4°) une liste des éléments attendus pour lever les éventuelles non-conformités subsistants, ou avis suspendus,
- 5°) une indication précise des intervenants devant fournir les éléments attendus, et les dates butoirs auxquelles doivent être fournis ces éléments.

L'objectif visé est qu'il ne peut y avoir d'avis suspendus autres que ceux relatifs à la fourniture d'éléments du Dossier des Ouvrages Exécutés, celui-ci étant potentiellement fourni en totalité après réception, selon les modalités du CCAG-Travaux ou éventuellement des modalités dérogatoires du CCAP travaux.

Il ne doit pas y avoir le moindre avis suspendus relatifs à des éléments non visualisés par le contrôleur technique pendant la réalisation des ouvrages, il est du ressort de sa mission de programmer celle-ci en fonction du déroulement du chantier et d'assumer ses propres manquements en cas d'omission de visites.

Ce rapport doit être exhaustif et parfaitement circonstancié et argumenté par rapport au référentiel législatif, réglementaire, normatif et contractuel, tel que rappelé aux chapitres correspondants dans le présent CCTP.

Fourniture d'une liste des vérifications périodiques réglementaires

En plus de la production usuelle du contrôleur technique, celui-ci devra fournir à réception des ouvrages, un document listant la totalité des vérifications périodiques réglementaires applicables aux ouvrages mis en œuvre, comprenant :

- les matériels ou installations soumis au contrôle ;
- la référence réglementaire (réglementation ERP, réglementation du travail...) ;
- le type de contrôle ;
- la nature du contrôle et son contenu ;
- la date impérative du premier contrôle suite à réception ;
- la périodicité du contrôle imposé ou à défaut recommandé ;
- le type de personne susceptible de réaliser le contrôle.

5.7 Spécificités pour la phase de garantie de parfait achèvement

Suivi des levées de réserves

Le contrôleur technique doit la réalisation de visites de site aux fins **de suivi de levée de ses propres réserves**. Ces visites sont organisées à la diligence du contrôleur technique doivent correspondre a minima :

- à celles nécessaires au bon déroulement de sa mission, en fonction des réserves émises quand bien même elles seraient en complément de celles indiquées dans les moyens imposés a minima. Ce minima définit les moyens mis à disposition du contrôleur compris dans son marché. Toute visite supplémentaire nécessaire fera l'objet d'un complément éventuel de rémunération, sur la base d'un mémoire motivé, mais sans que cela remette en cause l'obligation de résultat du contrôleur technique quant à la levée des réserves qu'il a émise à la réception des ouvrages ;
- par dérogation à l'intitulé de l'annexe à l'acte d'engagement, il n'y a pas d'obligation de réaliser le minima de visites, si la mission ne le nécessite pas.

Il est à noter que la mission du contrôleur technique est organisée par lui, en fonction de l'évolution des levées de réserves et de sa nécessité de présence sur site selon les interventions des entreprises à ces fins.

Pour chacune de ces visites, et de manière systématique, le contrôleur devra émettre un compte-rendu, selon le formalisme et les dispositions imposées au chapitre correspondant du présent document, et contenant au moins les éléments suivants :

- l'objet de sa visite ;
- les éléments visualisés ;
- les avis relatifs à ses réflexions pendant ou à la suite de ces visites, par rapport aux éléments visualisés, présentés ou fournis lors de celles-ci.

Il est également expressément convenu, que la(les) personne(s) physique réalisant les visites de levée de réserves et participant à éventuelles réunions techniques pendant cette période est obligatoirement celle(s) nominativement désignées dans le présent marché, en fonction des compétences nécessaires au bon déroulement de la mission. Tout changement de personnel se réalisera selon les modalités définies au CCAP.

Intervention pendant la période Garantie de Parfait Achèvement (à la demande du maître d'ouvrage)

Le contrôleur technique n'a pas à intervenir de manière régulière ou inopinée pendant cette période **mais à la diligence du maître d'ouvrage**.

La chronologie est la suivante :

- 1°) demande d'intervention de la part de l'exploitant au maître d'ouvrage ;
- 2°) information au groupement CCAEM (et à tout autre intervenant concerné, indépendamment du présent marché, le coordonnateur sécurité santé par exemple) ;
- 3°) éventuellement planification des tâches à réaliser par les entreprises. Eventuellement définition des tâches à exécuter par l(les) entreprise(s) concernée(s) ;
- 4°) Sollicitation du contrôleur technique par le maître d'ouvrage via un bon de commande ;
- 5°) rédaction d'un avis du contrôleur technique préalablement à l'intervention ;
- 6°) réalisation des travaux par l(les) entreprise(s) concernée(s), et suivi par le contrôleur technique de ces travaux s'il est concerné au titre de sa mission ;
- 7°) rédaction d'un avis de conformité suite à la réalisation des travaux par le contrôleur technique.

Pour chacune de ces visites, et de manière systématique, le contrôleur devra émettre un compte-rendu, selon le formalisme et les dispositions imposées au chapitre correspondant du présent document, et contenant au moins les éléments suivants :

- l'objet de sa visite ;
- les éléments visualisés ;
- les avis relatifs à ses réflexions pendant ou à la suite de ces visites, par rapport aux éléments visualisés, présentés ou fournis lors de celles-ci,

Il est également expressément convenu, que la(les) personne(s) physique réalisant les visites de levée de réserves et participant à éventuelles réunions techniques pendant cette période est obligatoirement celle(s) nominativement désignées dans le présent marché, en fonction des compétences nécessaires au bon déroulement de la mission. Tout changement de personnel se réalisera selon les modalités définies au CCAP.

Réalisation d'un rapport de fin de mission

Au plus tard dans les délais indiqués au CCAP, le contrôleur technique réaliser un rapport de fin de mission, comprenant :

- la liste des éléments attendus après réception des ouvrages et la date de leur transmission ;
- la liste des visites réalisées pendant la phase de Garantie de Parfait Achèvement, les ouvrages concernés, les travaux réalisés et les incidences en matière de contrôle technique, les suites données à ces avis pour ces visites.

L'objectif visé est qu'il ne saurait y avoir d'avis suspendus ou de non-conformité à l'issue d'une année de garantie de parfait achèvement.

Le contrôleur technique aura informé préalablement à l'issue des opérations de réception les éventualités de ce type, et lui aura transmis dans son RFCT la liste des éléments manquants et/ou nécessaires à ce résultat.

La levée des réserves lui aura permis de mettre à jour son document dans ce cadre.

Si au moment de transmettre son rapport fin de mission, dans les délais définis au CCAP, le contrôleur technique constate :

- qu'il n'est toujours pas en possession d'un élément, d'un document ou d'une information lui permettant de lever sa(ses) réserve(s) ;
- qu'une non-conformité à réception n'a toujours pas été levée.

le contrôleur technique doit impérativement :

- saisir par lettre recommandée avec AR le maître d'ouvrage pour l'informer par date certaine de cet état de fait ;
- justifier la problématique et la raison de la non résolution ;
- indiquer au maître d'ouvrage le meilleur moyen d'obtenir satisfaction.

La mission du contrôleur technique ne sera considérée comme achevée, qu'une fois les éléments suivants réalisés :

- **échéance de la durée de la Garantie de Parfait Achèvement,**
- **fourniture du rapport fin de mission indiqué ci-dessus,**
- **fourniture du RFCT mis à jour en fonction des réserves levées, des éléments, informations et documents transmis pendant la période de Garantie de Parfait Achèvement,**

- **totalité des non-conformité et des avis suspendus levés.**